

Rapport annuel 2023

Coopérative suisse des artistes interprètes



Chers membres, chères et chers collègues,

Une autre année bien chargée est derrière nous, l'occasion de revenir ici sur le travail du comité tout au long d'une année jalonnée de sujets variés et de discussions passionnantes.

Notre grand chantier est celui de la Zeughausstrasse 7, où l'un de nos bâtiments est sur le point d'être démolé et reconstruit. Des discussions intéressantes ont émergé, par exemple sur le type d'appartements à proposer dans le nouveau bâtiment. Nous avons eu beaucoup à apprendre (ou à partager des connaissances existantes) sur les perspectives de développement de notre quartier à Sihl, sur les matériaux de construction et les structures, les droits de construction rapproché, etc. Nous pensons que ce projet concret (début des travaux à l'été 2024) sera à la hauteur de nos responsabilités, mais aussi de nos idéaux : il en résultera un bâtiment durable avec une structure locative mixte. Pas un objet de rendement sans âme qui profite du marché immobilier survolté de Zurich, mais un investissement responsable pour le capital investi.

Nous avons également pu concrétiser notre projet de relookage de notre communication. Nous disons adieu à l'acronyme « SIG » souvent utilisé par d'autres : nous ne sommes ni une société de services industriels ni l'institut suisse de prévention de la violence. Nous sommes la Coopérative suisse des artistes interprètes et notre nouveau logo doit le rendre visible. En 2024, de nouveaux jalons de ce projet suivront avec un nouveau site web et de nombreux contenus facilement accessibles.

Sur le plan de la politique culturelle, l'initiative de réduction de moitié de la SSR nous préoccupe. La Suisse est un petit marché avec, il est bon de le noter, quatre régions linguistiques. Il serait naïf de penser que les médias privés pourraient reprendre ne serait-ce qu'une partie de la couverture culturelle et de la production actuellement assurées par la SSR dans le cadre de sa mission publique. Les fonds sont déjà insuffisants pour refléter, discuter et promouvoir la diversité des activités artistiques et des pistes de réflexion sur notre société. Une SSR réduite de moitié ne pourrait logiquement pas y répondre de manière appropriée. C'est pourquoi nous soutenons déjà la campagne de l'Alliance pour la diversité des médias et échangeons avec d'autres organisations.



Photo: Sandro Lamparter

2023 a également été une année électorale, que nous avons accompagnée avec la campagne largement soutenue Clap4Culture : nous avons rendu visible quels candidats soutiennent nos préoccupations pour la prochaine législature. Le résultat des élections semble plutôt décevant pour les alliances politiques culturelles existantes. Nous nous engagerons donc d'autant plus, ces quatre prochaines années, à expliquer au Parlement la pertinence de nos préoccupations.

Il y a eu une véritable prise de conscience, au plus tard avec la grève des scénaristes et acteurs aux États-Unis, quant à l'importance cruciale des développements rapides de l'Intelligence Artificielle (IA) aussi pour bon nombre de nos membres. Quels droits vais-je céder lorsque je remplis un contrat d'artiste interprète ? Comment conserver les droits sur ma voix, ma musique ou ma performance d'acteur après un enregistrement ? Voilà de grandes questions que presque personne ne se serait posées il y a encore quelques années. Ces sujets et d'autres, provenant du monde de la distribution culturelle numérique (p.ex. les services de streaming), nous occuperont sur le plan juridique et politique l'année prochaine.

Dans ma deuxième année en tant que président, une évidence s'impose à moi quand je considère la situation confortable de la Coopérative suisse des artistes interprètes : grâce à une équipe et un comité compétents travaillant de manière constructive et réfléchie, nous pouvons regarder vers l'avenir, améliorer et affiner nos offres et activités, non pas par nécessité ou crise, mais par conviction et esprit d'initiative. Une constatation qui est porteuse d'optimisme pour les interprètes face aux défis à venir dans notre environnement professionnel chahuté.

Christoph Trummer

«Nous sommes la Coopérative suisse des artistes interprètes et notre nouveau logo doit le rendre visible.»

Rapport annuel 2023 | Activités

Assemblée générale

La 53e assemblée générale ordinaire s'est tenue le 5 juin 2023. À cette occasion, le rapport annuel et les comptes annuels 2022 ont été approuvés et décharge a été donnée aux organes de la Coopérative. Nous avons présenté nos domaines d'activité, nos priorités et les comptes annuels, répondu aux questions spécifiques des membres et recueilli leurs suggestions.

Il n'y avait pas d'élections prévues, à l'exception de l'organe de révision Controva AG, qui a été confirmée dans sa fonction pour une année supplémentaire.

Comité

Notre comité s'est réuni en cinq séances ordinaires, afin de discuter du déroulement général des affaires et de prendre les décisions appropriées. Le comité est responsable de l'orientation stratégique et de la politique d'entreprise. L'année dernière, le projet de construction à la Zeughausstrasse 7 a été le sujet principal. Différentes variantes du projet ont été discutées intensivement, des possibilités de financement recherchées et, finalement, des décisions majeures ont été prises. De plus, le comité s'est occupé de la communication et a commandé un nouveau logo.

Conseil de direction / Commission de construction

Le conseil de direction s'est réuni en une séance ordinaire. Pour accompagner le projet de construction à la Zeughausstrasse 7, une commission de construction, composée du conseil de direction et de deux membres supplémentaires du comité, a été mise en place. La commission de construction s'est réunie à plusieurs reprises en ligne et a suivi de près les travaux de planification, en élaborant les bases de décision pour le comité.

Secrétariat

Il n'y a eu aucun changement de personnel ou structurel au sein du secrétariat. Bruno Marty continue de présider le groupe d'experts des interprètes de phonogrammes chez Swissperform. Cette tâche est intégrée dans son volume de travail en tant que directeur de la Coopérative.

Antenne Romande

L'antenne de Lausanne représente à la fois la Coopérative suisse des artistes interprètes et Swissperform en Suisse romande. Elle offre principalement des services de conseil aux artistes interprètes francophones. Elle sert également de premier point de contact en Suisse romande pour l'échange d'informations entre les producteurs/trices et utilisateurs/trices et Swissperform.

Répartition sur mandat de Swissperform

Sur mandat de Swissperform, la SIG se charge de certains domaines de la répartition des recettes provenant des droits voisins aux artistes interprètes, proportionnellement à leur utilisation. La commission de répartition de la SIG est responsable de la mise en œuvre et de la prise de décisions relative à la répartition. Celle-ci est effectuée conformément aux directives du règlement de répartition de Swissperform. Les domaines de répartition dont se charge la Coopérative sont :

- Phono-F Musique sur vidéogrammes
- Phono Phonogrammes non disponibles dans le commerce et prestations en direct
- Audiovisuel Autres exécutions audiovisuelles

Au cours de l'année sous revue, la répartition principale 2022, ainsi que la répartition complémentaire 2021 et la répartition finale 2017 ont été effectuées. Dans la répartition principale 2022, CHF 1'190'791.05 ont été répartis entre 2'401 personnes, dans la répartition complémentaire 2021, CHF 263'979.60 ont été répartis entre 487 personnes, et dans la répartition finale 2017, CHF 74'087.50 ont été répartis entre 121 personnes. Les décomptes ont été envoyés aux ayants droit en décembre 2023 et les paiements effectués en conséquence.

Les coûts engendrés par le mandat de répartition (salaires, jetons de présence, location, informatique, frais de port, téléphone, etc.) sont déduits de la somme à répartir. Nous tenons une comptabilité séparée et produisons également un rapport financier séparé.

L'intégration de la répartition des interprètes dans le domaine audiovisuel à la banque de données internationale VRDB a débuté. Partant de la base de données « Filmographie » existante, qui fonctionne déjà via notre système de base de données, des outils appropriés ont été programmés et les interfaces ont été élargies. La mise en service définitive est prévue au printemps.

L'été dernier, un échange de données d'œuvres concernant l'utilisation de la musique à la télévision a pu être mis en œuvre pour la première fois avec la SUISA. Avec ces données supplémentaires, la répartition pourra être améliorée à l'avenir dans le domaine de la musique de film.

Video-on-Demand devient TC 14

Une rémunération pour les offres de vidéo à la demande a été introduite lors de la dernière révision de la Loi sur le droit d'auteur (LDA). Il s'agit d'accorder aux participants à des films le droit inaliénable à rémunération pour l'utilisation en ligne des œuvres. Ces recettes iront en grande partie aux actrices et acteurs, mais il y aura également des rémunérations pour les musiciennes et musiciens qui ont participé à la musique de film. Le Tarif commun TC 14 correspondant entre en vigueur dès le 01.01.2022.

La mise en œuvre concrète n'a pas pu commencer durant l'année sous revue, car les déclarations d'utilisation des plateformes en ligne, qui forment la base de la répartition basée sur l'utilisation, ont été retardées. De plus, la qualité des données n'était pas encore à un niveau suffisant pour clarifier tous les détails. Ce n'est que vers la fin de l'année que nous avons pu développer les premiers modèles de répartition. La mise en œuvre effective est prévue pour début 2024.

Conseils sur mandat de Swissperform

En 2023 également, la SIG a pu continuer à proposer un service de conseil dans le domaine « Recorded Performance ». Ce service est mis gratuitement à disposition de tous les interprètes indépendamment d'une affiliation à la Coopérative ou à Swissperform. De nombreux artistes ont été conseillés par téléphone, email et en entretiens personnels. En Suisse alémanique, ce service est assuré par le secrétariat de Zurich, en Suisse romande c'est l'antenne romande qui s'en charge. Les demandes provenant du Tessin ont été traitées soit à Zurich, soit à Lausanne.

Les conseils portent sur des sujets divers tels que le droit d'auteur et les droits voisins (droits exclusifs, droits à rémunération, déclarations, décomptes, etc.), la différenciation des diverses sociétés de gestion, le contenu des contrats d'adhésion et d'exploitation, les utilisations et la rémunération des plateformes en ligne, les accords de réciprocité et les questions contractuelles (engagement, enregistrements, coproductions, édition, licences, etc.). Le service de conseil a également été proposé occasionnellement lors d'ateliers de travail en coopération avec des partenaires.

Dans le domaine du conseil, des contrats de prestations ont été conclus avec les associations professionnelles des branches spécifiques suivantes : t. Professions du spectacle Suisse / Sonart / ScèneSuisse – Association des professionnels des arts de la scène / USDAM (Union Suisse des Artistes Musiciens).

Gestion des droits

L'autorisation d'utiliser des captations de concerts d'orchestres a continué à être un domaine d'activité important de la SIG. Des contrats individuels pour les captations et les utilisations ont été conclus et les contrats cadres existants ont été partiellement renégociés et administrés.

Échanges entre Audion / Swissperform / Coopérative des artistes interprètes

Après l'inventaire des catalogues de droits effectué l'année précédente, les discussions se sont poursuivies sur la possibilité d'une licence commune (guichet unique) de ces droits, tels que les webradios interactives, l'octroi de licences musicales pour les sites web destinés aux PME, les droits de reproduction pour les podcasts, les utilisations dans le Metaverse, etc. Cependant, il n'y a pas encore eu de résultats concrets, car il existe des opinions trop divergentes concernant la rémunération ou la participation.

L'intelligence artificielle et ses impacts sur les interprètes

L'évolution au cours de l'année dernière a été incroyablement rapide et il ne se passe presque pas un jour sans l'apparition de nouvelles applications. Nous avons décidé d'analyser les différents niveaux de ce développement – d'une part les aspects juridiques et d'autre part les impacts sur le « métier » des interprètes. Nous prévoyons que cela devienne un sujet majeur en 2024.



Graphic: Generated by AI

Loi sur le droit d'auteur : prise de position en réponse à la consultation « Protection pour les prestations journalistiques »

La numérisation a conduit à une nouvelle utilisation des publications journalistiques qui n'est actuellement pas couverte par le droit d'auteur. Exemple : les contenus médiatiques sont recherchés à l'aide de moteurs de recherche, ce qui augmente l'attrait des fournisseurs de ces services en ligne et leur permet d'augmenter leurs revenus publicitaires. Bien que les entreprises de médias bénéficient également des nouveaux canaux de diffusion numériques, elles supportent cependant l'intégralité des coûts de production des contenus journalistiques.

Il est proposé que les services en ligne paient une rémunération aux entreprises de médias et aux journalistes pour cette utilisation, leur assurant ainsi une compensation équitable. Nous avons soumis une prise de position se rapportant à la consultation et considérons de manière générale que la révision proposée de la Loi sur le droit d'auteur (LDA) mérite d'être soutenue.

Consultation sur le message culture 2025 - 2028

Dans ce message, le Conseil fédéral formule l'orientation de la politique culturelle fédérale pour la période de soutien 2025–2028. Cela inclut également la définition du cadre financier, qui sera soumis à l'approbation du Parlement. Nous avons soumis une prise de position lors de la consultation et considérons globalement que le message est digne de soutien.

Initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! (Initiative SSR) »

L'initiative a été déposée auprès de la Chancellerie fédérale durant l'été. Sur ce sujet, nous sommes en discussion avec différents syndicats culturels ainsi qu'avec l'Alliance « pour la diversité des médias ».

Dans ce contexte, le Conseil fédéral a proposé à l'automne une révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision, dans laquelle il suggère, dans le cadre de ses compétences, de réduire la redevance radio-télévision à CHF 300.--. Nous avons rédigé une prise de position à ce sujet, qui a été soumise en janvier 2024. Nous y saluons le rejet de l'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! (Initiative SSR) » par le Conseil fédéral, mais nous nous opposons à une réduction supplémentaire de la redevance radio-télévision. Nous sommes d'avis que le mandat de prestations actuel de la SSR ne serait ainsi plus finançable.

Sondage sur les élections fédérales

En collaboration avec différentes associations culturelles, nous avons participé à un sondage électoral, en prenant en charge l'organisation et la coordination en arrière-plan. Pour ce sondage, tous les candidats aux élections nationales de 2023 ont reçu un questionnaire comprenant huit questions sur les principaux sujets culturels susceptibles de jouer un rôle lors de la prochaine législature.

Ces réponses ont été évaluées automatiquement selon un système de points et les résultats ainsi que les réponses concrètes étaient visibles sur www.clap4culture.ch. Il ne s'agissait pas d'une recommandation de vote.

Mise à jour de la communication, logo, site web

Ce projet a été lancé au printemps et sa mise en œuvre a été décidée par le comité à la fin de l'année. Les points clés étaient : un lifting de notre présentation, une communication ciblée, l'intégration de contenus visuels et vidéo sur le site web et l'utilisation des médias sociaux. De plus, nous souhaitons nous éloigner de l'abréviation « SIG », car elle est également utilisée par d'innombrables autres organisations.

Nous avons maintenant un nouveau logo, ou plutôt différentes variantes de celui-ci, qui peuvent être utilisées de manière flexible. Un travail intensif sur le nouveau site web est en cours et les premières vidéos explicatives sont en planification. L'introduction se fera progressivement en 2024.



Immeubles

Le bâtiment situé à la Zeughausstrasse 7, construit en 1894, a été loué pendant de nombreuses années à la police cantonale de Zurich. Après le départ de celle-ci, une utilisation intermédiaire a été mise en place. La proximité de la Kasernenwiese, de la gare principale et de Stauffacher rend l'emplacement particulièrement attrayant pour une résidence. De plus, le bâtiment est situé en retrait de la Zeughausstrasse, ce qui le rend particulièrement calme. Après un examen approfondi des différentes variantes, il a été décidé que la vision d'un habitat et d'un travail modernes et à haute densité dans le tissu de construction existant n'était pas réalisable.

Au lieu de cela, nous prévoyons de construire un nouveau bâtiment sur ce site, qui comprendra six étages complets et un étage en attique, et abritera dix appartements abordables, un studio et des espaces de bureaux au rez-de-chaussée. Un bâtiment moderne en bois avec un plan flexible est prévu. Les bâtiments adjacents seront principalement utilisés comme bureaux et pensés en conséquence dans leur conception. Le nouveau bâtiment à la Zeughausstrasse 7 se distinguera esthétiquement en tant que construction en bois résidentielle, offrant aux habitants une ambiance chaleureuse. La demande de permis de construire a été déposée à l'automne 2023 et la mise en œuvre est prévue à partir du milieu de l'année 2024.

Protection des données

À partir du septembre 2023, la nouvelle loi sur la protection des données (LPD) entrera en vigueur en Suisse. Sur cette base, nous avons élaboré une conformité en matière de protection des données. Dans notre organisation, nous assurons le respect du droit de la protection des données. Le traitement des données personnelles suit en particulier les principes de transparence et de consentement, de limitation des finalités et de la conservation, de nécessité et de proportionnalité, de légalité et de disponibilité à fournir des informations.

Fondation suisse des artistes interprètes SIS

Depuis plusieurs années, nous sommes prestataires de services pour la Fondation. Nos services incluent la mise à disposition de toute l'infrastructure de bureau, les travaux de secrétariat général et la tenue de la comptabilité de la Fondation. Au cours de l'année sous revue, le contrat de prestation a été renégocié.

Coprésentateur des Swiss Music Awards

Nous avons été coprésenteurs des SMA pour la deuxième fois consécutive. Dans ce cadre, nous avons établi des partenariats avec Helvetia Rockt et Sonart. Nous sommes restés en retrait, le concept étant de donner à ces deux organisations l'opportunité de devenir présentatrices pour une catégorie chacune. Ainsi, Helvetia Rockt est devenue présentatrice de la « Meilleure artiste féminine » et Sonart du « Artist Award ».



Swissperform

Notre partenariat étroit avec Swissperform constitue un pilier important de notre travail. Sur mandat de Swissperform, nous nous chargeons des tâches de conseil et de certains domaines de la répartition de recettes provenant des droits voisins aux interprètes. Cette collaboration professionnelle est variée et éprouvée.

Suisseculture

En tant que membre de l'organisation faîtière Suisseculture, nous nous engageons activement au niveau politique pour les préoccupations des actrices et acteurs culturels. Sophie Reding est membre du comité de Suisseculture et apporte son expertise aux groupes de travail « Médias » et « LDA ».

Conseil suisse de la musique (CSM)

En tant que membre du Conseil suisse de la musique, une organisation faîtière réunissant quelque 50 organisations actives dans le domaine de la musique, nous pouvons nous engager en faveur de l'amélioration des conditions-cadres dans la culture et la politique d'éducation dans le domaine de la musique.

Charte de la musique suisse

La Charte de la musique suisse est un accord conclu entre la SRG SSR et les associations de la scène musicale suisse. Elle sert de cadre pour le traitement de la musique suisse dans la programmation de la SRG SSR. Les objectifs de la charte sont de promouvoir l'image de la musique suisse, de développer une collaboration flexible et de renforcer la présence de musique suisse dans les programmes. David Johnson est responsable de la coordination et de la direction pour ce qui concerne l'industrie musicale.

Fondation Charles Apothéloz (CAST)

Les collaboratrices et collaborateurs de la SIG sont assurés auprès de la caisse de pensions CAST. Celle-ci propose des solutions de prévoyance professionnelle aux actrices et acteurs culturels. David Acklin (représentant employé) et Bruno Marty (représentant employeur) représentent la Coopérative dans son conseil de fondation.

Commission des charts

Le hit-parade officiel en Suisse, déterminé par l'institut allemand d'étude de marché GfK Entertainment AG pour le compte d'IFPI Suisse, est contrôlé par la commission des charts. Bruno Marty représente la Coopérative dans cette commission, laquelle veille à ce que le règlement du hit-parade soit utilisé correctement et adapté aux nouvelles évolutions du marché.

International

La SIG soutient activement la « International Federation of Musicians » (FIM) et la « International Federation of Actors » (FIA), lesquelles s'engagent pour les intérêts des artistes interprètes dans le monde entier. La Coopérative soutient par ailleurs l'Union Suisse des Artistes Musiciens SMV/USDAM avec un montant annuel servant à l'indemnisation des frais liés à la vice-présidence de la FIM. Ces relations sont importantes, afin de pouvoir bénéficier d'informations de première main sur les évolutions au niveau international.



Rapport annuel 2023 | Coopérative

Membres

À la fin 2023, le nombre de membres s'élevait à 4'341 personnes.

Comité

Christoph Trummer (président)
René Baiker (vice-président)
Salva Leutenegger (vice-président)
Beat Santschi (vice-président)
Peter Aregger
Richard Blatter
Judith Bucher
Elisabeth Graf
Andreas Laake
Sophie Laville
Mirjam Sahli
Sebastian Schindler
Verena Schweizer
Peter Niklaus Steiner
Catherine Suter Gerhard

Conseil de direction

Christoph Trummer
René Baiker
Salva Leutenegger
Beat Santschi

Commission de répartition

Laura Quadri (président)
Vera Bommer
Anna Rossinelli
Michael Sauter
Nicolas Senn
Annette Wunsch

Secrétariat Zürich

Bruno Marty, directeur
David Acklin, responsable de la répartition
Tanya Gavranic, répartition
Sara Pepe, comptabilité / administration
Sophie Reding, projets / communication

Antenne romande

David Johnson, conseil

Rédaction et conception

Bruno Marty

www.interpreten.ch

Schweizerische Interpretengenossenschaft
Kasernenstrasse 15
CH-8004 Zürich
Tel. +41 43 322 10 60
info@interpreten.ch

Coopérative suisse des artistes interprètes
Avenue du Grammont 11bis
CH-1007 Lausanne
Tél. +41 32 724 31 25
antennenromande@interpreten.ch



Photo: [canva.com](https://www.canva.com)

Rapport annuel 2023 | Rapport de situation

Le rapport de situation présente - en plus du rapport annuel et des comptes annuels - la marche des affaires et la situation économique de la coopérative à la fin de l'exercice. Les comptes annuels 2023 se soldent par une perte de CHF 136'845.36. Le budget prévoyait une perte de CHF 126'100. Le comité directeur adopte chaque année le budget pour l'année suivante. Les variations des comptes sont comparées en permanence avec le budget et des comptes prévisionnels sont établis à des fins de contrôle.

Personnel

En 2023, environ 400 pour cent de postes ont été couverts. Ceux-ci se répartissaient différemment sur 6 personnes.

Service

Outre la représentation des intérêts des artistes interprètes de Suisse, la SIG fournit différentes prestations de service qui sont étayées par des contrats :

- répartition sur mandat de Swissperform
- Conseil sur mandat de Swissperform
- Comptabilité de la Fondation suisse des artistes-interprètes SIS

Activité de développement

Les différents systèmes de distribution ont été ponctuellement développés et optimisés. La planification d'autres projets a été entamée.

Événements extraordinaires

Au cours de l'année sous revue, aucun événement exceptionnel n'a eu d'influence notable sur notre exploitation.

Perspectives d'avenir

- La demande de permis de construire pour le nouveau bâtiment de la Zeughausstrasse 7 a été déposée comme prévu. Le processus d'autorisation a été retardé en raison d'importantes clarifications concernant le droit de voisinage et l'adaptation des servitudes. Celles-ci sont désormais largement clarifiées et nous attendons le permis de construire en mai 2024 et prévoyons le début des travaux en août 2024.
- Comme le bâtiment n'a pu être loué qu'à titre d'utilisation intermédiaire, les revenus locatifs ont été nettement plus faibles qu'auparavant.
- La planification du financement a été établie. La SIG peut en financer une partie avec ses fonds propres et le reste du financement est réglé par des moyens tiers par voie précontractuelle.
- L'évolution incertaine de l'économie mondiale ainsi que d'autres facteurs ont une influence sur les marchés financiers. En cas de faible entrée en bourse, cela pourrait à nouveau influencer considérablement le résultat annuel 2024.
- En mars, l'initiative populaire "200 francs ça suffit" a été lancée. Après l'initiative «No Billag» en 2018, il est prévu de voter à nouveau sur l'avenir du service public. En fonction de l'évolution de la situation politique, la SIG s'engagera sur ce thème.
- Le développement des outils d'intelligence artificielle progresse lui aussi à un rythme effréné et a de grandes influences sur le monde du travail des artistes interprètes. Nous allons nous y intéresser de plus près.

Notre coopérative se trouve dans une situation positive et stable en ce qui concerne le personnel, la structure, l'organisation et les finances.

Rapport annuel 2023 | Comptes annuels 2023 (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

BILANZ	2023	2022
Ziffer im Anhang		
AKTIVEN		
1 Umlaufvermögen		
Flüssige Mittel	11'428'405	10'832'811
Wertschriften	1'190'793	1'256'162
Sonstige Forderungen	155'753	100'728
Aktive Rechnungsabgrenzung	65'131	29'408
Total Umlaufvermögen	12'840'081	12'219'109
2 Anlagevermögen		
Immobilien	9'116'126	9'304'765
Mobiliar	2'108	2'638
EDV	3'378	5'544
Total Anlagevermögen	9'121'612	9'312'947
Total Aktiven	21'961'693	21'532'056
PASSIVEN		
3 Kurzfristiges Fremdkapital		
Verbindlichkeiten aus Leistungen	38'452	32'398
Übrige Verbindlichkeiten	0	0
Passive Rechnungsabgrenzung	216'726	421'074
Kurzfristige Rückstellungen	1'892'863	3'070'363
Total kurzfristiges Fremdkapital	2'148'041	3'523'835
4 Langfristiges Fremdkapital		
Langfristige Finanzverbindlichkeiten	6'800'000	6'800'000
Langfristige Rückstellungen	10'419'709	8'477'433
Total langfristiges Fremdkapital	17'219'709	15'277'433
Eigenkapital		
Gesetzlicher Reservefonds	131'376	131'376
Rücklagenkonto (Gewinnvortrag)	2'599'412	2'689'927
Ergebnis Geschäftsjahr	-136'845	-90'515
Total Eigenkapital	2'593'943	2'730'788
Total Passiven	21'961'693	21'532'056

ERFOLGSRECHNUNG	2023	2022
Ziffer im Anhang		
5 Bruttoertrag		
Erlös	4'377'542	5'595'500
Direkter Aufwand	-3'787'875	-4'958'524
Total Bruttoertrag	589'667	636'976
6 Betriebsaufwand		
Personalaufwand	-634'627	-552'538
Raumaufwand	1'880	-363
Unterhalt und Reparaturen	-10'373	-10'795
Verwaltungsaufwand	-65'340	-94'012
Beratungs- und Werbeaufwand	-131'695	-96'182
Abschreibungen	-191'335	-191'681
Total Betriebsaufwand	-1'031'489	-945'572
Betriebsergebnis	-441'823	-308'597
7 Finanzertrag / (Aufwand)		
Finanzertrag	110'102	67'879
Finanzaufwand	-209'157	-354'799
Total Finanzertrag / (Aufwand)	-99'056	-286'919
8 Sonstiger Ertrag / (Aufwand)		
Liegenschaftenaufwand	-251'715	-237'095
Liegenschaftenertrag	660'388	746'736
Total sonstiger Ertrag / (Aufwand)	408'673	509'641
Ergebnis vor Steuern	-132'205	-85'875
Steuern	-4'640	-4'640
Betriebserfolg	-136'845	-90'515

Rapport annuel 2023 | Comptes annuels 2023 (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

GELDFLUSSRECHNUNG	2023	2022		
Fonds flüssige Mittel 01.01.2023	10'832'811	8'703'868		
Geldfluss aus Betriebstätigkeit				
Gewinn/Verlust	-136'845	-90'515		
+/- Abschreibung/Zuschreibungen (erfolgswirksame Aufwertungen) des Anlagevermögens	191'335	191'681		
+/- Abnahme/Zunahme Bewertung Wertschriften zu Marktwert	65'370	173'288		
+/- Zunahme/Abnahme von fondsunwirksamen Rückstellungen (inkl. latenter Ertragssteuer)	764'777	1'754'774		
+/- Abnahme/Zunahme der Forderungen aus L&L	0	16'730		
+/- Abnahme/Zunahme von übrigen Forderungen und aktiven Rechnungsabgrenzungen	-90'747	-58'499		
+/- Zunahme/Abnahme der Verbindlichkeiten aus L&L	6'054	-96'677		
+/- Zunahme/Abnahme von übrigen kurzfristigen Verbindlichkeiten und passiven Rechnungsabgrenzungen	-204'347	238'159		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Betriebstätigkeit (operativer Cash Flow)	595'595	2'128'942		
Geldfluss aus Investitionstätigkeit				
- Auszahlungen für Investitionen (Kauf) von Sachanlagen	0	0		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Investitionstätigkeit	0	0		
Geldfluss aus Finanzierungstätigkeit				
+/- Aufnahme/Rückzahlungen von langfristigen Finanzverbindlichkeiten	0	0		
= Geldzu-/Geldabfluss aus Finanzierungstätigkeit	0	0		
Fonds flüssige Mittel 31.12.2023	11'428'405	10'832'811		
EIGENKAPITALNACHWEIS				
	Gesetzl. Reserve	Rücklagenkonto	Jahresergebnis	2022
Stand 1. Januar 2022	131'376	2'540'913	149'014	2'821'303
Jahresergebnis 2021	-	149'014	-149'014	0
Jahresergebnis 2022	-	-	-90'515	-90'515
Stand 31. Dezember 2022	131'376	2'689'927	-90'515	2'730'788
				2023
Stand 1. Januar 2023	131'376	2'689'927	-90'515	2'730'788
Jahresergebnis 2022	-	-90'515	90'515	0
Jahresergebnis 2023	-	-	-136'845	-136'845
Stand 31. Dezember 2023	131'376	2'599'412	-136'845	2'593'943

Anhang zur Jahresrechnung

Allgemein

Geschäftstätigkeit und Organisation

Die Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG ist eine Genossenschaft im Sinne von Art. 828 ff. OR und wurde am 27. Mai 1953 in Zürich gegründet. Die Genossenschaft nimmt Leistungsschutzrechte ihrer Mitglieder und Auftraggeber gegenüber Nutzern und Dritten wahr, soweit diese nicht nach Bundesrecht durch eine konzessionierte Verwertungsgesellschaft wahrzunehmen sind. Sie bekämpft ungenehmigte Nutzungen der Darbietungen ihrer Mitglieder im In- und Ausland und arbeitet zu diesem Zweck mit anderen gleichgesinnten Organisationen im In- und Ausland zusammen. Die Genossenschaft kann im Auftrag der schweizerischen Verwertungsgesellschaften auch Aufgaben in den Bereichen der Dokumentation von Rechten, der Verteilung von Verwertungserlösen an die ausübenden Künstlerinnen und Künstler, sowie weiterer Dienstleistungen für Ausübende unabhängig von einer Mitgliedschaft bei der Genossenschaft übernehmen. Die Genossenschaft kann in Zusammenarbeit und in Absprache mit anderen Künstlerorganisationen gesamtschweizerische Interessen der ausübenden Künstlerinnen und Künstler wahrnehmen.

Die organisatorischen Grundlagen der Genossenschaft sind die Statuten und das Verwaltungsreglement (Stand 11.06.2014) sowie das Geschäftsführungsreglement (Stand 23.06.2016). Die Organe der Genossenschaft sind:

- 1) Generalversammlung
- 2) Vorstand
- 3) Verteilungsausschuss
- 4) Revisionsstelle

Die Organe mit Ausnahmen der Revisionsstelle werden jeweils für 2 Jahre gewählt. Die Revisionsstelle wird jährlich gewählt.

Jahresrechnung

Die Jahresrechnung wird auf der Basis von betriebswirtschaftlichen Werten unter Einhaltung der Vorschriften des Schweizerischen Obligationenrechts und übereinstimmend mit den gesamten Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER in Anwendung des Prinzips historischer Kosten erstellt. Eine Ausnahmen bilden Wertschriften im Umlaufvermögen, welche nach dem Marktwertprinzip (fair value) bewertet werden. Die vorliegende Jahresrechnung 2023 mit dem Vorjahresvergleich 2022 wird vollständig nach Swiss GAAP FER offengelegt. Es ergeben sich keine Bewertungsdifferenzen zwischen den obligationenrechtlichen Vorschriften entsprechenden Jahresrechnung und der Jahresrechnung nach Swiss GAAP FER.

Die SIG hat verschiedene Tätigkeitsbereiche und führt deshalb vier einzelne Buchhaltungsmandanten (Geschäftsbereich). Zum Schluss wird ein konsolidierter Gesamtabchluss erstellt.

Die einzelnen Buchhaltungsmandanten sind:

- 1) Eigener Geschäftsbereich (KST 1)
- 2) Verteilung i.A. Swisssperform (KST 2)
- 3) Beratung i.A. Swisssperform (KST 3)
- 4) Anerkennung der Rechte (KST 4)

Risikoanalyse

Der Vorstand setzt sich periodisch mit den Risiken der Genossenschaft und deren Beurteilung auseinander. Die Risikobeurteilung/IKS dient der Sicherstellung einer korrekten und transparenten finanziellen Berichterstattung, sowie der Dokumentation interner Abläufe und der Konformität mit gesetzlichen Vorgaben. Die Prüfung der Jahresrechnung wird durch eine ordentliche Revision vorgenommen. Zusätzlich erfolgt aufgrund Art. 727 ff. des Obligationenrechts (OR) die Prüfung durch die Revisionsstelle, ob ein internes Kontrollsystem (IKS) besteht und im Arbeitsalltag genutzt wird.

Transaktionen mit Nahestehenden

Mitglieder von Organen der SIG (Vorstand, Vorstandsausschuss, Verteilungsausschuss) können neben Sitzungsgeldern für ihre Tätigkeit in einem Gremium auch Entschädigungen aus Leistungsschutzrechten erhalten, sofern sie Mitglied von Swissperform sind. Dabei basiert die Auszahlung von Leistungsschutzrechten (SIG-Verteilung i.A. Swissperform) auf den Vorgaben des Verteilreglements Swissperform. Den Gremiumsmitgliedern wird kein besonderer Vorteil eingeräumt.

Bewertungsgrundsätze

Flüssige Mittel

Die flüssigen Mittel sind zu Nominalwerten bilanziert und enthalten Kassenbestände, Post- und Bankguthaben sowie kurzfristige Festgeldanlagen.

Wertschriften

Unter dieser Position werden die leicht handelbaren Wertschriften, welche jederzeit veräussert werden können, ausgewiesen. Sie werden zu Marktwerten bilanziert.

Forderungen

Forderungen werden zum Nominalwert abzüglich betriebswirtschaftlich notwendiger Wertberichtigungen bilanziert. Konkrete Ausfallrisiken werden einzeln berücksichtigt. Nicht mehr einbringbare Forderungen werden als Verlust abgeschrieben.

Aktive und passive Rechnungsabgrenzung

Rechnungsabgrenzungen dienen der periodengerechten Erfassung von Aufwänden und Erträgen.

Sachanlagen

Die Bewertung der Mobilien (Büro- IT-Infrastruktur) erfolgt zu Anschaffungs- oder Herstellungskosten abzüglich der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen. Die Aktivierungsgrenze liegt bei CHF 1'000.00. Die Abschreibungen erfolgen degressiv.

Die Bewertung der Immobilien erfolgt aufgrund des Anschaffungswerts abzüglich Abschreibungen. Investitionen (Umbau oder werterhaltende Massnahmen) werden entsprechend zum Anschaffungswert dazu gerechnet. Die Abschreibungen erfolgen linear über die Nutzungsdauer und aufgrund der gesetzlichen Rahmenbedingungen. Die jährliche Abschreibungen beträgt 1.5% des Anschaffungswerts.

Finanzanlagen

Die Finanzanlagen werden zu Anschaffungskosten unter Abzug allfälliger Wertbeeinträchtigungen bewertet. Sie beinhalten Wertschriften mit einer Laufzeit von mehr als 12 Monaten und langfristige Darlehen. Darlehen werden zu Nominalwerten unter Berücksichtigung von Bonitätsrisiken eingesetzt.

Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet. Unter «Verbindlichkeiten aus Leistungen» sind Ansprüche aus Leistungsschutzrechten verbucht, welche zwar abgerechnet sind, aber aus verschiedenen Gründen noch nicht ausbezahlt werden konnten.

Langfristige Verbindlichkeiten

Bestehen aus Hypotheken oder Darlehen auf den Liegenschaften. Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet.

Rückstellungen (kurz- und langfristig)

Rückstellungen werden gebildet, wenn aus einem Ereignis in der Vergangenheit

- a) eine wahrscheinliche Verpflichtung besteht
- b) der Abfluss von Ressourcen mit wirtschaftlichem Nutzen zum Erfüllen dieser Verpflichtung wahrscheinlich ist
- c) eine zuverlässige Schätzung der Höhe der Verpflichtung möglich ist

Die Bewertung erfolgt nach einheitlichen betriebswirtschaftlichen Kriterien.

Im Bereich der Verteilung (KST 2) werden diejenigen Gelder unter kurzfristigen Rückstellungen geführt, welche in der nächsten Hauptverteilung oder der entsprechenden Nachverteilung in den nächsten 12 Monaten in die Verteilung und somit zur Auszahlung gelangen. Die übrigen Gelder, welche erst in den nächsten Jahren zur Verteilung kommen, werden als langfristige Rückstellungen geführt.

Eigenkapital

Gewinn oder Verlust aus dem Jahresabschluss werden im Eigenkapital ausgewiesen. Die entsprechenden Gewinn- oder Verlustvorträge aus dem Vorjahr werden ebenfalls über das Eigenkapital verrechnet.

Steuern

Die SIG ist steuerpflichtig.

Details nach Ziffern

1 Umlaufvermögen

Wertschriften	2023	2022
Wertschriften	1'360'906	1'435'614
Wertschwankungsreserven	-170'113	-179'452
Total	1'190'793	1'256'162

Die SIG besitzt seit Jahren verschiedene Wertschriften von Schweizer Firmen (keine CS-Aktien), die nach Marktwert per Ende Jahr bilanziert werden. Durch die effektive Bewertung der Aktien werden zur Sicherheit Wertschwankungsreserven von 12.5% des effektiven Wertes gebildet, um starke Bewegungen im Markt teilweise aufzufangen.

Sonstige Forderungen	2023	2022
Forderungen VST-Guthaben	31'316	29'676
Forderungen Kontokorrent Immobilien	124'437	71'052
Total	155'753	100'728

Rapport annuel 2023 | Comptes annuels 2023 (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

2 Anlagevermögen

Immobilien	2023	2022
Liegenschaft K15	3'855'680	3'939'110
Liegenschaft K23/Z7	5'260'446	5'365'655
Total	9'116'126	9'304'765
Wertberichtigung (Abschreibung)	188'639	188'639

Die Liegenschaft K15 wurde im Jahr 2005 und die Liegenschaft K23/Z7 im Jahr 2009 erworben.

3 Fremdkapital kurzfristig

Verbindlichkeiten aus Leistungen	2023	2022
Kreditoren Hauptverteilung 2017 - 2022	33'364	26'848 <i>KST2</i>
Kreditoren Nachverteilung 2016 - 2021	4'040	4'642 <i>KST2</i>
Kreditoren Schlussverteilung 2017	1'048	908 <i>KST2</i>
Total	38'452	32'398

Bei jeder Haupt- und Nachverteilung (KST2) gibt es Vergütungen, die nicht an Berechtigte ausbezahlt werden können (= Kreditoren). Dafür gibt es verschiedene Gründe wie: Konto unbekannt oder Angaben ungenügend, die Mitgliedschaft bei SWP noch nicht erfolgt ist, Rückbehalt der Gelder aus anderen Gründen etc. Sobald alle Bedingungen für eine Auszahlung erfüllt sind, werden die entsprechenden Vergütungen ausbezahlt. Diese Kreditoren werden pro Jahr einzeln geführt.

Kurzfristige Rückstellungen	2023	2022
Rückstellungen	1'667	51'842 <i>KST 1</i>
Rückstellungen Nachverteilungen 2018 & 2022	1'757'257	2'882'289 <i>KST 2</i>
Rückstellungen aus Auflösung Reserven Verteilung 2017 & 2019	83'939	86'231 <i>KST 3</i>
Rückstellungen	50'000	50'000 <i>KST 4</i>
Total	1'892'863	3'070'363

KST1/ Rückstellung zur Begleichung von Steuerschulden.

KST2/ In der Hauptverteilung werden jährlich Rückstellungen für Nachverteilungen gebildet. Die Rückstellungen aus den Verteilungen 2018 & 2022 werden im Jahr 2024 aktiviert und gelangen in die entsprechende Nach- bzw. Schlussverteilung.

KST3/ Rückstellungen aus Auflösung Reserven SIG-Verteilung dienen zur Kostendeckung der Beratungsdienstleistung für ausübende Künstler/innen.

KST4/ Bezüglich der Medienpolitischen Initiative «200 Franken sind genug» besteht eine Rückstellung von CHF 50'000.-, um Gegenmassnahmen zu unterstützen. Da die Initiative noch nicht eingereicht wurde, sind noch keine Aktivitäten lanciert worden.

4 Fremdkapital langfristig

Langfristige Verbindlichkeiten	2023	2022
Darlehen Liegenschaft K15	3'800'000	3'800'000 <i>unbefristet</i>
Darlehen Liegenschaft K23	1'800'000	1'800'000 <i>unbefristet</i>
Hypothek Liegenschaft K23	3'000'000	3'000'000 <i>17.03.2036</i>
Verrechnung interne Darlehen (KST 2)	-1'800'000	-1'800'000
Total	6'800'000	6'800'000
Amortisation Hypothek K23	0	0

Das Darlehen Liegenschaft K15 besteht gegenüber der SIS über CHF 3.8 Mio. zu 1.25% Zins. Das Darlehen Liegenschaft K23 besteht gegenüber der KST 2 über CHF 1.8 Mio. zu 1.5% Zins. Die restliche Finanzierung der Liegenschaft K23 wird über eine Festhypothek von CHF 3 Mio. gewährleistet.

Langfristige Rückstellungen	2023	2022
Rückstellung noch nicht ausbezahlte Beträge MX3	116'162	116'162 <i>KST 1 / *1</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K15	61'988	23'431 <i>KST 1 / *2</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K23/Z7	366'024	453'189 <i>KST 1 / *2</i>
Rückstellung Charta CH-Musik	12'330	12'907 <i>KST 1 / *3</i>
Rückstellungen Entwicklung Verteilung NBV	7'315	19'315 <i>KST 2 / *4</i>
Rückstellung Schlussverteilung 2017 - 2022	7'840'937	5'900'232 <i>KST 2 / *5</i>
Rückstellung Anerkennung der Rechte	2'014'954	1'952'196 <i>KST 4 / *6</i>
Total	10'419'709	8'477'433

*1 Die Online-Plattform "mx3.ch" bezahlte der SIG bis 2014 Vergütungen für die Rechte der Ausübenden. Aufgrund unvollständiger Nutzungsmeldungen und der unmöglichen Identifizierung der Rechteinhaber, wurden die Gelder zurückgestellt. Ab 2015 hat Swisssperform die Lizenzierung übernommen.

*2 Die Erneuerungsfonds sind für zukünftige Sanierungen der Liegenschaften gedacht. Vom Fonds K23/Z7 wurden für die Planungs- und Vorbereitungsarbeiten Neubau Zeughausstrasse 7 CHF 139'770 verwendet. Es wurden wieder 1% vom Gebäudeversicherungswert Erneuerungsrückstellungen gebildet.

*3 Die SIG koordiniert das Dialogorgan "Charta der CH-Musik". Die Partner der Charta aus dem Musikbereich haben ein Projekt-Konto eingerichtet, welches die SIG verwaltet.

*4 Periodisch werden aus der Auflösung von Rückstellungen dem Konto Entwicklung Verteilung NBV Gelder zugewiesen. Dies im Hinblick auf die Weiterentwicklung der Verteilreglemente und der Datenbank. 2023 wurde das Verteilsystem erweitert und die Investitionen darüber verrechnet.

*5 Bei jeder Hauptverteilung sind gem. Verteilreglement Swisssperform für die entsprechenden Verteilbereiche (Phono / AV) Rückstellungen für Nachverteilungen zu bilden. Diese Rückstellungen werden einzeln geführt und bei den entsprechenden Nachverteilungen wieder aktiviert.

*6 Dies sind Rückstellungen zur Durchsetzung und Anerkennung von Rechten der Ausübenden.

Rapport annuel 2023 | Comptes annuels 2023 (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

5 Bruttoertrag

Erlös	2023	2022
Eigener Geschäftsbereich	881'240	780'571 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swissperform	3'133'860	4'224'010 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swissperform	154'768	147'457 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	267'382	491'351 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Verwaltungsaufwand)	-59'709	-47'888
Total	4'377'542	5'595'500

Die Erlöse setzen sich aus diversen Geschäften über die unterschiedlichen Kostenstellen zusammen.

Direkter Aufwand	2023	2022
Eigener Geschäftsbereich	-716'796	-626'007 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swissperform	-2'913'581	-3'964'542 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swissperform	-15'825	-14'908 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-141'673	-353'068 <i>KST 4</i>
Total	-3'787'875	-4'958'524

Der direkte Aufwand ist das Ausgabe-Pendant zum Erlös und beinhaltet Weiterleitungen von Geldern an Berechtigte, Zahlungen an nationale und internationale Organisationen etc.

6 Betriebsaufwand

Personalaufwand (Brutto)	2023	2022
Jahrespauschale Präsident / Vizepräsidenten	10'555	10'440 <i>KST 1&2</i>
Sitzungsentschädigungen Vorstand und Ausschuss	37'938	19'300
Sitzungsentschädigungen Verteilungsausschuss	4'963	5'400
Jahreslohn Geschäftsleiter (Pensum 100%)	140'700	134'000
Übriger Personalaufwand	440'471	383'398
Total	634'627	552'538

Im Jahr 2023 wurden rund 403 Stellen-Prozent von 6 Personen abgedeckt.
Das Verhältnis zwischen tiefstem und höchstem Lohn belief sich auf rund 1 : 1.44

Personalvorsorge

Für die berufliche Vorsorge besteht für das Personal der SIG ein Anschlussvertrag bei der Vorsorgestiftung CAST mit einem Vorsorgeplan auf der Basis des Beitragsprimats. Die Risiken Alter, Tod und Invalidität sind bei der AXA Leben AG kongruent durch einen Versicherungsvertrag rückversichert.

Verwaltungsaufwand	2023	2022
Eigener Geschäftsbereich	-39'615	-51'546 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swissperform	-39'585	-34'513 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swissperform	-15'831	-10'821 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-30'018	-45'021 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Erlöse)	59'709	47'888 <i>KST 1</i>
Total	-65'340	-94'012

Beratungs- und Werbeaufwand	2023	2022
Finanzberatung / Revision	-18'510	-15'510
Juristische Beratung	-17'769	-18'405
Web, IT, Kommunikation	-59'825	-41'768
Projektkosten	-17'800	-3'000
Kongresse	-17'750	-17'500
Total	-131'654	-96'182

7 Finanzertrag / Finanzaufwand

Finanzertrag / Finanzaufwand	2023	2022
Wertschriftenertrag	45'110	43'124
Anpassung Wertschwankungsreserven	9'339	24'755
Erträge aus Finanzanlagen	55'653	0
Zinsertrag Liegenschaft K23	27'000	27'000
Zinsaufwand Bank	0	-22'237
Zinsaufwand Liegenschaft K15	-47'500	-47'500
Zinsaufwand Liegenschaft K23	-106'200	-106'200
Bank- und PC-Spesen	-7'749	-7'818
Aufwand aus Anpassung Wertschriften	-74'708	-198'043
Total	-99'056	-286'919

8 Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand

Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand	2023	2022
Liegenschaftenaufwand	-251'715	-237'095
Liegenschaftenertrag	660'388	746'736
Total	408'673	509'641

Die Liegenschaftsverwaltung inkl. Buchhaltung wird extern geführt.

Übrige Angaben

Der Gesamtbetrag der zur Sicherung eigener Verbindlichkeiten verwendeten Aktiven beträgt CHF 9'116'126 (Buchwert der Immobilien).

Die Jahresrechnung wurde am 18.03.2024 vom Vorstand zur Kenntnis genommen. Bis zu diesem Datum traten nach dem Bilanzstichtag keine Ereignisse ein, welche die Aussagefähigkeit der Jahresrechnung wesentlich beeinträchtigen. An der GV der SIG vom 20. Juni 2024 wird die Jahresrechnung zur Abstimmung gebracht.



Bericht der Revisionsstelle
an die Generalversammlung der
Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG, Zürich

Zürich, 24. April 2024

Bericht zur Prüfung der Jahresrechnung

Prüfungsurteil

Wir haben die Jahresrechnung der **Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG** (die Gesellschaft) – bestehend aus der Bilanz zum 31. Dezember 2023, der Erfolgsrechnung, der Geldflussrechnung und dem Eigenkapitalnachweis für das dann endende Jahr sowie dem Anhang, einschliesslich einer Zusammenfassung bedeutsamer Rechnungslegungsmethoden – geprüft.

Nach unserer Beurteilung vermittelt die beigefügte Jahresrechnung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens- und Finanzlage der Gesellschaft zum 31. Dezember 2023 sowie deren Ertragslage und Cashflows für das dann endende Jahr in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und entspricht dem schweizerischen Gesetz.

Grundlage für das Prüfungsurteil

Wir haben unsere Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Standards zur Abschlussprüfung (SA-CH) durchgeführt. Unsere Verantwortlichkeiten nach diesen Vorschriften und Standards sind im Abschnitt "Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung" unseres Berichts weitergehend beschrieben. Wir sind von der Gesellschaft unabhängig in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften und den Anforderungen des Berufsstands, und wir haben unsere sonstigen beruflichen Verhaltenspflichten in Übereinstimmung mit diesen Anforderungen erfüllt.

Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise ausreichend und geeignet sind, um als eine Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen.

Verantwortlichkeiten der Verwaltung für die Jahresrechnung

Die Verwaltung ist verantwortlich für die Aufstellung einer Jahresrechnung, die in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und den gesetzlichen Vorschriften ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt, und für die internen Kontrollen, die die Verwaltung als notwendig feststellt, um die Aufstellung einer Jahresrechnung zu ermöglichen, die frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist.

Bei der Aufstellung der Jahresrechnung ist die Verwaltung dafür verantwortlich, die Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit zu beurteilen, Sachverhalte im Zusammenhang mit der Fortführung der Geschäftstätigkeit – sofern zutreffend – anzugeben sowie dafür, den Rechnungslegungsgrundsatz der Fortführung der Geschäftstätigkeit anzuwenden, es sei denn, die Verwaltung beabsichtigt, entweder die Gesellschaft zu liquidieren oder Geschäftstätigkeiten einzustellen, oder hat keine realistische Alternative dazu.

Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung

Unsere Ziele sind, hinreichende Sicherheit darüber zu erlangen, ob die Jahresrechnung als Ganzes frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist, und einen Bericht abzugeben, der unser Prüfungsurteil beinhaltet. Hinreichende Sicherheit ist ein hohes Mass an Sicherheit, aber keine Garantie dafür, dass eine in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH durchgeführte Abschlussprüfung eine wesentliche falsche Darstellung, falls eine solche vorliegt, stets aufdeckt. Falsche Darstellungen können aus dolosen Handlungen oder Irrtümern resultieren und werden als wesentlich gewürdigt, wenn von ihnen einzeln oder insgesamt vernünftigerweise erwartet werden könnte, dass sie die auf der Grundlage dieser Jahresrechnung getroffenen wirtschaftlichen Entscheidungen von Nutzern beeinflussen.

Als Teil einer Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH üben wir während der gesamten Abschlussprüfung pflichtgemässes Ermessen aus und bewahren eine kritische Grundhaltung. Darüber hinaus:



- identifizieren und beurteilen wir die Risiken wesentlicher falscher Darstellungen in der Jahresrechnung aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern, planen und führen Prüfungshandlungen als Reaktion auf diese Risiken durch sowie erlangen Prüfungsnachweise, die ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen. Das Risiko, dass aus dolosen Handlungen resultierende wesentliche falsche Darstellungen nicht aufgedeckt werden, ist höher als ein aus Irrtümern resultierendes, da dolose Handlungen kollusives Zusammenwirken, Fälschungen, beabsichtigte Unvollständigkeiten, irreführende Darstellungen oder das Ausserkraftsetzen interner Kontrollen beinhalten können.
- gewinnen wir ein Verständnis von dem für die Abschlussprüfung relevanten Internen Kontrollsystem, um Prüfungshandlungen zu planen, die unter den gegebenen Umständen angemessen sind, jedoch nicht mit dem Ziel, ein Prüfungsurteil zur Wirksamkeit des Internen Kontrollsystems der Gesellschaft abzugeben.
- beurteilen wir die Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden sowie die Vertretbarkeit der dargestellten geschätzten Werte in der Rechnungslegung und damit zusammenhängenden Angaben.
- ziehen wir Schlussfolgerungen über die Angemessenheit des von der Verwaltung angewandten Rechnungslegungsgrundsatzes der Fortführung der Geschäftstätigkeit sowie auf der Grundlage der erlangten Prüfungsnachweise, ob eine wesentliche Unsicherheit im Zusammenhang mit Ereignissen oder Gegebenheiten besteht, die erhebliche Zweifel an der Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit aufwerfen können. Falls wir die Schlussfolgerung ziehen, dass eine wesentliche Unsicherheit besteht, sind wir verpflichtet, in unserem Bericht auf die dazugehörigen Angaben in der Jahresrechnung aufmerksam zu machen oder, falls diese Angaben unangemessen sind, unser Prüfungsurteil zu modifizieren. Wir ziehen unsere Schlussfolgerungen auf der Grundlage der bis zum Datum unseres Berichts erlangten Prüfungsnachweise. Zukünftige Ereignisse oder Gegebenheiten können jedoch die Abkehr der Gesellschaft von der Fortführung der Geschäftstätigkeit zur Folge haben.
- beurteilen wir Darstellung, Aufbau und Inhalt der Jahresrechnung insgesamt einschliesslich der Angaben sowie, ob die Jahresrechnung die zugrunde liegenden Geschäftsvorfälle und Ereignisse in einer Weise wiedergibt, dass eine sachgerechte Gesamtdarstellung erreicht wird.

Wir kommunizieren mit der Verwaltung bzw. dessen zuständigem Ausschuss unter anderem über den geplanten Umfang und die geplante zeitliche Einteilung der Abschlussprüfung sowie über bedeutsame Prüfungsfeststellungen, einschliesslich etwaiger bedeutsamer Mängel im Internen Kontrollsystem, die wir während unserer Abschlussprüfung identifizieren.

Bericht zu sonstigen gesetzlichen und anderen rechtlichen Anforderungen

In Übereinstimmung mit Art. 906 OR in Verbindung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und PS-CH 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben der Verwaltung ausgestaltetes Internes Kontrollsystem für die Aufstellung der Jahresrechnung existiert.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

CONTROVA AG

Carsten Gerber
zugelassener Revisionsexperte
leitender Revisor

Rebekka Güdel
zugelassene Revisorin